



PLENIERE DU 18 OCTOBRE 2010

DISCOURS DE POLITIQUE GENERALE : UN GOUVERNEMENT EN PERTE DE SENS

Intervention de David Cormand, Président du groupe Europe Ecologie

Monsieur le Président, cher(e)s collègues,

Ces derniers mois, le gouvernement a montré un triste visage.

Face aux crises sociale, économique, environnementale, les choix de la majorité UMP ont donné le sentiment que le gouvernement avait perdu l'usage de ses sens.

Depuis plusieurs semaines, des millions de citoyennes et de citoyens expriment leur refus d'une réforme des **retraites** injuste.

Injuste pour celles et ceux qui connaissent les carrières les plus fragiles.

Injuste pour celles et ceux qui occupent les emplois les plus difficiles pour leur santé et dont la prise en compte de la pénibilité des tâches n'est pas reconnue dans ce projet de réforme.

Injuste pour les femmes qui seront les victimes de cette réforme puisque leur situation spécifique n'est pas prise en compte.

Face à cette révolte, ce refus, le gouvernement est **aveugle** ; au point de ne même plus savoir compter le nombre des manifestants.

Le gouvernement a également perdu le goût de l'*écologie*.

Après les cérémonies du Grenelle de l'environnement organisées à la gloire du Président de la République ; nous avons constaté les renoncements majeurs qu'ont constitués les débats et les votes des Grenelle 1 et 2 au Parlement.

La majorité UMP a consciencieusement détricoté et neutralisé l'ambition affichée initiale du Grenelle pour la réduire à un slogan.

Aujourd'hui, même ce slogan paraît insupportable au gouvernement.

Le dernier épisode en date est la déclaration du Ministre de l'agriculture décrétant qu'il fallait une « pause » dans le Grenelle pour ce qui concerne l'agriculture.

Le Gouvernement est sans odorat, lorsqu'il s'agit de « sentir » quels seront les **secteurs économiques** de demain.

Ses « paris » économiques échouent les uns après les autres.

L'exemple que nous connaissons bien dans notre Région est le projet d'EPR... Ardemment soutenu par le gouvernement et les réseaux du Président de République (mais pas seulement, il est vrai), l'EPR, en plus d'être une catastrophe écologique, est une catastrophe économique.

Voilà un équipement que ses concepteurs ne savent ni construire, ni faire fonctionner, ni vendre.

GDF-Suez s'est d'ailleurs retiré du tour de table financier de l'EPR de Penly.

Autre exemple de vision ringarde de l'économie : considérer, j'en ai déjà dit un mot, que l'agriculture et l'environnement sont incompatibles. C'est bien ce que pensent le Président Sarkozy et son gouvernement, sinon pourquoi souhaitent-ils une pause du Grenelle pour **l'agriculture** ?

C'est pourtant tout l'inverse qu'il faut faire. L'agriculture du 21^e siècle devra être en harmonie avec la nature ; pour le bien des consommateurs, de l'environnement, des générations futures et surtout des paysans et des agriculteurs.

Enfin, dernier exemple, que dire du bilan de la baisse de la TVA à 5,5 % dans la **restauration** ?

Sans discussion sur les contreparties, cette décision a coûté plusieurs milliards de recette sans création d'emploi.

Le Gouvernement est **sourd** aux inquiétudes de la **jeunesse**, au point de dialoguer avec elle à coup de flash-ball.

Quel gouvernement peut se satisfaire de répondre à la jeunesse en blessant au visage un adolescent de 16 ans avec une arme de point, comme nous l'avons vu à Montreuil la semaine dernière ?

Pourtant, ces inquiétudes sont légitimes car chacun comprend que le « monde d'après », comme l'appelait de ses vœux le candidat Sarkozy, est un monde d'injustices où les plus faibles, les plus fragiles, n'auront pas de place.

Enfin, le gouvernement a perdu le sens du **toucher**, puisqu'il a perdu le contact avec les **citoyennes** et les **citoyens** qui perçoivent bien qu'ils sont trompés et humiliés.

Ce pouvoir est un bateau ivre. Ce qui intéresse les Ministres, ce n'est plus la France, c'est encore moins les françaises et les français, c'est le prochain remaniement.

C'est un gouvernement replié sur lui-même. Obsédé par lui-même.

C'est un gouvernement amnésique et autiste, lorsque seul contre tous, en France et à l'étranger, il nie certaines des valeurs fondamentales de notre République.

C'est évidemment le cas du traitement que ce gouvernement réserve au Roms.

Mais c'est aussi le traitement qu'il réserve aux résidents étrangers en situation irrégulière.

C'est la tentation constante de dominer et commander les media.

Ce sont les connivences continues avec les puissances de l'argent contre l'intérêt collectif.

C'est l'affichage obscène des échanges de bons procédés où les symboles de la réussite républicaine se transforment en breloques que l'on distribue aux amis.

C'est la tentative de mettre les juges et donc la justice au pas.

Cette République de l'intimidation, de la discrimination, de l'oppression, de la violence, du mélange des pouvoirs, du pouvoir de l'argent, ce n'est plus la République.

Depuis 2007, avec Nicolas Sarkozy, il nous arrivait d'être la risée de l'Europe.

Aujourd'hui, nous sommes en train, peu à peu, d'en devenir la honte.

En tant qu'élu-es de la République, ce qui nous oppose aujourd'hui au gouvernement, ce ne sont pas seulement des différences d'appréciations sur telle ou telle politique.

Ce qui nous oppose, c'est notre volonté de résister et de combattre face à une négation progressive de valeurs fondamentales de la République et de la démocratie.

Pourtant, ces valeurs font à la fois notre Histoire, mais elles sont également le socle sur lequel nous devons et pouvons construire un avenir commun pour les femmes et les hommes qui vivent dans notre pays.

Nous n'y renoncerons pas.

C'est pourquoi nous entendons nous opposer frontalement et de toute nos forces à ce qui constitue à nos yeux une agression contre des valeurs fondamentales que nous pensions partagées par l'ensemble des force politiques dites républicaines.